

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 06/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OZEANYS - Site 1 (Ex CYLLAB)

ZA le Petit Souper
37360 Sonzay

Références : 2024 / 227
Code AIOT : 0010009041

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2024 dans l'établissement OZEANYS - Site 1 (Ex CYLLAB) implanté ZA le Petit Souper 37360 Sonzay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée suite à la mise en liquidation judiciaire de la société OZEANYS : par jugement en date du 30/01/2024, la liquidation judiciaire, sans poursuite d'activité, de la SASU OZEANYS a été prononcée et la SELARL VILLA FLOREK a été désignée en qualité de liquidateur.

Le liquidateur a précisé dans son courrier du 14/02/2024, et l'a également précisé lors de la visite d'inspection objet de ce rapport, que les opérations à mener dans le cadre de la cessation d'activité, notamment la mise en sécurité, seront mises en œuvre dans la limite des disponibilités financières de la procédure de liquidation judiciaire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OZEANYs - Site 1 (Ex CYLLAB)
- ZA le Petit Souper 37360 Sonzay
- Code AIOT : 0010009041
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CYLLAB est autorisée par l'arrêté préfectoral N° 18611 du 01/09/2009 à poursuivre l'exploitation d'un atelier spécialisé dans la gravure et le chromage de cylindres métalliques, destinés à équiper des machines à imprimer, situé au lieu dit «Le Petit Souper» à SONZAY.

Suite à parution du Décret n° 2019-292 du 9 avril 2019, modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les installations de traitements de surfaces des métaux sont soumises au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2565-2-a (auparavant soumise à autorisation pour la rubrique 2565-2-a) pour un volume total des cuves de traitements de 3000 litres.

Par courrier du 09/09/2021, la préfecture d'Indre-et-Loire a pris acte du changement de dénomination sociale de la société CYLLAB pour la dénomination sociale OZEANYs.

L'ancien exploitant a transmis le 27/08/2019 des éléments relatifs à son projet de modification des ses installations (ajout d'une chaîne de traitement de surfaces "cuivrage" en plus de la chaîne de "chromage").

Par courrier du 11/10/2019 et suite à la visite du 07/09/2022, l'inspection des installations classées a demandé à l'ancien exploitant de compléter les éléments transmis afin de pouvoir réaliser l'instruction de cette évolution.

Au jour de l'inspection objet de ce rapport, les éléments attendus n'ont pas été transmis par l'ancien exploitant.

Cette nouvelle chaîne de traitement de surfaces était en fonctionnement lors de la visite du 07/09/2022.

Le volume des cuves de traitement de surfaces est passé de 3 000 à 7 000 litres.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Notification cessation activité	Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-46-25 I et II	Demande d'action corrective	60 jours
2	Détermination usage futur	Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-46-26-II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
3	Mise en sécurité - Produits dangereux et déchets	Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-75-1-IV-1°	Demande d'action corrective	60 jours
5	Mise en sécurité -	Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-75-1-	Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	Suppression des risques d'incendie et d'explosion	IV-3°		
8	Rétention local "Réception expédition" Ouest et atelier de production	Arrêté Préfectoral du 01/09/2009, article 7.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
9	Rétention - Stockage déchets en extérieur	Arrêté Préfectoral du 01/09/2009, article 7.5.3	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Mise en sécurité - Interdictions ou limitations d'accès	Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-75-1-IV-2°	Sans objet
6	Mise en sécurité - Surveillance des effets de l'installation	Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-75-1-IV-4°	Sans objet
7	Attestation de mise en sécurité	Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-46-25-III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification cessation activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-46-25 I et II
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p>
Constats : <p>Par jugement en date du 30/01/2024, la liquidation judiciaire, sans poursuite d'activité, de la SASU OZEANYNS a été prononcée et la SELARL VILLA FLOREK a été désignée en qualité de liquidateur.</p> <p>Par courrier du 14/02/2024, reçu à la DREAL le 16/02/2024, le liquidateur a notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - informé la préfecture d'Indre-et-Loire de cette liquidation judiciaire ; - notifié la cessation totale et définitive d'activité ; - précisé que, conformément aux dispositions réglementaires (notamment l'article R.512-75-1 du Code de l'environnement), la mise en sécurité de l'installation doit être réalisée et qu'à ce titre il a sollicité un intervenant afin de l'accompagner dans ces démarches. <p>Le calendrier des mesures prises et prévues pour assurer la mise en sécurité des installations n'a pas été transmis à la préfecture d'Indre-et-Loire au travers de ce courrier.</p> <p>Lors de la visite objet de ce rapport, la société qui accompagne l'exploitant dans les démarches de cessation d'activité était présente, il s'agit de la société Sitéo Environnement (69540 Irigny).</p> <p>[PdC n°1] : Le calendrier des mesures prises et prévues pour assurer la mise en sécurité des installations n'a pas été transmis à la préfecture d'Indre-et-Loire.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Le liquidateur transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°1] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, le liquidateur transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60jours

N° 2 : Détermination usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-46-26-II
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : <p>Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-46-25, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires du terrain d'assiette de ou des installations classées concernées par la cessation d'activité, les plans du site et les études et rapports communiqués à</p>

l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

Constats :

Dans le courrier du 14/02/2024 précité, le liquidateur indique que le propriétaire, la SCI HELIO SONZAY (size à La Sicardière, ZA du Petit Souper, 37360 Sonzay), le maire de la commune de Sonzay ainsi que la communauté de communes de Gâtine-Racan sont informés par transmission d'une copie de ce courrier.

Le liquidateur doit justifier que les destinataires ont bien reçu le courrier précité (justificatif à transmettre).

Par ailleurs, ce courrier :

- précise un usage futur de type "industriel non sensible" ;
 - n'est pas accompagné des plans du site et des études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site.
- La nécessité, en cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, que le liquidateur informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés a été évoquée.

[PdC n°2] : Le liquidateur doit justifier que le maire ou le président de l'EPCI compétent en matière d'urbanisme et les propriétaires du terrain ont reçu le courrier du 14/02/2024 et doit leur transmettre les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le liquidateur transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°2] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, le liquidateur transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60jours

N° 3 : Mise en sécurité - Produits dangereux et déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-75-1-IV-1°

Thème(s) : Autre, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

Constats :

Des produits dangereux et déchets sont présents sur site, liste non exhaustive ci-dessous (voir photos en annexe):

- local «Encres à solvants et solvants» disposant d'une rétention: des encres et solvants dans divers contenants pour une quantité maximale d'environ 2500L (notamment environ 100 bidons et pots d'environ 20 à 25 litres de contenance pouvant être plus ou moins remplis);
- local «Produits chimiques» disposant d'une rétention:
 -- des produits nécessaires à la composition des bains de traitement, notamment 3 bidons de 20 litres HelioChrome Rapid E à base de trioxyde de chrome, un bidon de 20 litres d'acide sulfurique, et un fût de 200 litres de solvant;
 -- 2 GRV (1 vide et l'autre avec un fond de liquide de couleur foncée) ayant contenu des produits dangereux et une vingtaine de bidons vides ayant contenu des produits dangereux;
- local situé au Nord-Ouest du bâtiment: 11 bidons de produits d'environ 20 litres (acide sulfurique à 96%, Hydrofluid 2000, Produr 112 et Prolub 3000) stockés sur rétention.
- partie production du bâtiment:
 -- l'ensemble des bains de traitement de surfaces pour un total d'environ 7000litres (chaîne de chromage et chaîne de cuivrage);
 -- 4 GRV (3 semblent vides et le dernier rempli à moitié portant l'inscription «dégraisse»; présence de rétention à justifier, voir point n°8 du présent rapport);
 -- contenu des dévésiculeurs des chaînes de traitement de surfaces et canalisations associées;
 -- canalisations permettant le transport d'effluents de bains de traitement de surfaces;
- local «Réception expédition» situé à l'Est du bâtiment et disposant d'une rétention:
 -- deux cuves de 12m³ destinées à recevoir les effluents usés de la chaîne de traitement de surface: une cuve pleine et une au quart de sa capacité selon l'ancien exploitant;
 -- au moins 8 GRV contenant, selon l'ancien exploitant, des bains usés de traitement de surfaces (bain de chromage et autres bains, décapage, dégraissage);
 -- environ 8m³ de bidons d'environ 20 litres, stockés sur palette, contenant, selon l'ancien exploitant, des bains usés de déchromage;
- local «Réception expédition» situé à l'Ouest du bâtiment (présence de rétention à justifier, voir point n°8 du présent rapport):
 -- 6 GRV contenant, selon l'ancien exploitant, des bains usés de traitement de surfaces (bain de cuivrage)
 -- 6 GRV vides pouvant avoir contenu des produits/déchets dangereux;
- à l'extérieur du bâtiment:
 -- 2 groupes frigorifiques non purgés de leur fluide frigorigène;
 -- sur la voie d'accès au local «Réception expédition» situé à l'Ouest du bâtiment et exposés aux intempéries:
 -- 3 GRV fermés: un qui semble vide (dénommé «Déchromage cuve»), un avec un fond de liquide vert (dénommé «Nickel») et un avec un fond de liquide de couleur marron foncé (dénommé «Rinçage déchro»); (conditions de stockage non respectées voir point n°9 du présent rapport);
 -- un bac plastique fermé d'une capacité d'environ 600litres contenant des résidus solides/pâteux résultant d'activités de traitement de surfaces.

<p>La contenance des GRV précités est d'environ 1000 litres.</p> <p>Par ailleurs, de nombreux cylindre d'impression sont encore présents à l'intérieur du bâtiment et à l'extérieur dont certains stockés sur des parties enherbées: l'ancien exploitant a indiqué qu'une partie sera rendue à leurs propriétaires, l'autre partie sera valorisée (les enlèvements seront réalisés par la société «Passenaud»).</p> <p>Le liquidateur a indiqué, du fait de la procédure de liquidation judiciaire en cours, qu'il n'est pas en mesure de donner un calendrier pour l'enlèvement des produits dangereux et des déchets.</p> <p>Les justificatifs des évacuations des produits dangereux devront être tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les justificatifs des conditions d'élimination/valorisation des déchets, conformément au Code de l'environnement, devront être tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[PdC n°3] : Des produits dangereux et déchets sont présents sur site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le liquidateur transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°3] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, le liquidateur transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60jours</p>

N° 4 : Mise en sécurité - Interdictions ou limitations d'accès

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-75-1-IV-2°</p>
<p>Thème(s) : Autre, Cessation d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ancien exploitant a indiqué que le bâtiment abritant les installations dispose d'une alarme anti-intrusion et que la partie bureau est toujours occupée par la société FLEXOCOLOR. Le personnel de cette société n'a pas accès aux installations.</p> <p>L'ensemble des portes d'accès au bâtiment, abritant les installations, est verrouillable.</p> <p>[PdC n°4] : Pas d'écart constaté au jour de l'inspection.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mise en sécurité - Suppression des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-75-1-IV-3°

Thème(s) : Autre, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

Constats :

Utilité gaz:

- l'ancien exploitant a indiqué que l'établissement n'est pas relié au réseau de gaz de ville;
- un chariot élévateur, fonctionnant à l'énergie gaz (bouteille présente sur le chariot) est présent dans le local «Réception expédition» situé à l'Est du bâtiment. L'ancien exploitant a indiqué qu'il sera encore utilisé pour les opérations de manutention nécessaires à la mise en sécurité. Le risque incendie/explosion ne peut pas être écarté.

Utilité électrique:

- l'ancien exploitant a indiqué que:
 -- l'alimentation générale est maintenue car elle est commune avec la partie bureau occupée par la société FLEXOCOLOR;
 -- l'énergie électrique est nécessaire au fonctionnement de l'alarme anti-intrusion.
- l'impossibilité de remettre en fonctionnement les équipements en lien avec l'activité de traitement de surfaces n'a pas été vérifiée (notamment les bains de traitement de surface, la machine à rectifier, la machine à graver, la machine à polir, le poste d'essai des cylindres). Le risque incendie ne peut pas être écarté.

Par ailleurs, une voiture qui semble en bon état est présente dans le local «Réception expédition» situé à l'Est du bâtiment. Le risque incendie/explosion ne peut pas être écarté.

[PdC n°5] : Le risque incendie/explosion ne peut pas être écarté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le liquidateur transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°5] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, le liquidateur transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60jours

N° 6 : Mise en sécurité - Surveillance des effets de l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-75-1-IV-4°
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>Constats :</p> <p>Le liquidateur a sollicité la société SITEO ENVIRONNEMENT afin de réaliser cette mesure.</p> <p>Lors de la visite de site, l'inspection a constaté:</p> <ul style="list-style-type: none"> - au niveau de la rétention de la cuve de traitement de surfaces «Chrome 1» (voir photos n° 11 et 12 en annexe):- la présence de flaques en partie séchées d'un liquide de couleur foncée;- une légère différence de niveau au niveau du sol de la rétention qui pourrait s'apparenter à un défaut de réalisation de la dalle ou une fissure; - l'absence de liquide dans les autres rétentions des cuves de traitement; - des traces de stockage sur la partie enherbée située à l'Ouest du bâtiment, à proximité des deux groupes frigorifiques, avec, sur une surface d'environ 1m², des particules de couleur verte (voir photos n° 21 et 22 en annexe); - le stockage en extérieur, exposé aux intempéries, de déchets résultant de l'activité de traitement de surfaces (3 GRV fermés et un bac plastique fermé, voir point de contrôle n°3 du présent rapport) sur la voie d'accès au local «Réception expédition» situé à l'Ouest du bâtiment (voir photo n° 16 en annexe). - le stockage en extérieur de cylindre d'impression sur des surfaces enherbées et des surfaces disposant d'un enrobé bitumineux (voir photos n°18 à 20 en annexe). <p>Par ailleurs, il est à noter que des cuves GRV contenant des bains usés d'activité de traitement de surfaces ont été stockées temporairement (fin août à début septembre 2022), sans rétention sur le parking de l'établissement. La visite d'inspection de la DREAL réalisée le 09/09/2022 a permis de vérifier que ces cuves GRV étaient stockées sur rétention et à l'abri des intempéries au sein de l'atelier de traitement de surfaces de l'établissement OZEANY Site 2.</p> <p>Ces points devront notamment être pris en compte par le liquidateur lors de la réalisation de la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>[PdC n°6] : Pas d'écart constaté au jour de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Attestation de mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/02/2024, article R512-46-25-III
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une</p>

<p>entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les mesures pour assurer la mise en sécurité n'étant pas mises en œuvre, le liquidateur n'est pas en mesure de fournir l'attestation de mise en sécurité.</p> <p>[PdC n°7] : Pas d'écart constaté au jour de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Rétention local "Réception expédition" Ouest et atelier de production

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2009, article 7.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. li en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés,</p> <p>avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution</p> <p>(prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines,</p> <p>des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Six GRV contenant, selon l'ancien exploitant, des bains usés de traitement de surfaces (bain de</p>

cuivrage) et six GRV vides pouvant avoir contenu des produits/déchets dangereux sont stockés dans le local « Réception expédition » situé à l'Ouest du bâtiment.
Quatre GRV (3 semblent vides et le dernier rempli à moitié portant l'inscription « dégraisse ») sont stockés dans la partie production du bâtiment.

La présence d'une rétention suffisamment dimensionnée et adaptée aux produits contenu dans les GRV, notamment la compatibilité des produits entre eux, n'a pas été évoquée lors de la visite d'inspection.

[PdC n°8] :

Le liquidateur doit justifier que les déchets dangereux liquides présents dans le local « Réception expédition » situé à l'Ouest du bâtiment et dans l'atelier de production sont stockés sur une rétention adaptée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le liquidateur transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°8] formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60jours

N° 9 : Rétention - Stockage déchets en extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2009, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention

Prescription contrôlée :

[...]

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

[...]

Constats :

La présence des contenants suivants, exposés aux intempéries et hors rétention, est constatée sur la voie d'accès au local « Réception expédition » situé à l'Ouest du bâtiment :

- 3 GRV fermés: un qui semble vide (dénommé «Déchromage cuve»), un avec un fond de liquide vert (dénommé «Nickel») et un avec un fond de liquide de couleur marron foncé (dénommé « Rinçage déchro ») ;
- un bac plastique fermé d'une capacité d'environ 600litres contenant des résidus solides/pâteux résultant d'activités de traitement de surfaces.

[PdC n°9] :

Des déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses, contenus dans 3 GRV et un bac plastique, sont stockés sur la voie d'accès au local « Réception expédition » situé à l'Ouest du bâtiment dans des conditions présentant des risques de pollution (absence de rétention et exposés aux intempéries).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le liquidateur transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°9] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, le liquidateur transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60jours